L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 11 DECEMBRE 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 11 DECEMBRE.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $4.
Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE.
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $5; Par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces immédiates, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces temporaires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $25 net le carré par mois.
Les personnes faisant l'échange régulièrement et souvent des annonces entrent, par un prix inférieur à celui pour les annonces transitoires, lui encourage qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet encouragement ne dépassera 50 pour cent.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents net la ligne pour chaque insertion.
Toutes annonces transitoires doit être payée d'avance.
Les annonces dont le nombre d'insertion en sera pas fixé devront paraître où et fois.
Les comptes des personnes faisant régulièrement des annonces leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

TARIF D'ANNONCES.

	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12mois
Un carré.	$12 mois.	$20 mois.	$30 mois.	$50 mois.	$75 mois.
Deux carrés	20	30	50	80	125
Trois	30	45	70	120	175
Quatre	40	60	90	150	225
Cinq	45	70	100	180	250
Six	50	80	120	200	300
Sept	60	90	130	220	350
Huit	70	100	140	250	400
Neuf	75	110	150	280	450
Dix	75	120	160	300	500
Onze	80	130	170	320	550
Douze	85	140	180	340	600
Treize	90	145	190	360	650
Quatorze	95	150	200	380	700
Quinze	100	155	210	400	750
Vingt	120	200	250	500	1200

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par Eug. Tourné, à 10 heures et demie, au No 56 rue Vieille-Levée—sans-de-vie française et imitation, chaussures, absynthe, sirops, vinaigre, huile, &c.

Par Louis Stern & Bros, à leurs salles d'encan, coin Chartres et Maguire—60 caisses de bottes, souliers et brodequins.

Par Montgomery, Bros & Co, à 10 heures et demie, rue Palmyre, entre St-Charles et Carondelet—Sous meubles en acajou et en noyer, miroirs, tapis, porcelaine, verrerie, &c.

Par Vincent & Co, au No 16 de la rue de Chartres—tapis de Bruxelles, anglais et Crossley, tapis et de nattes de chambre, &c.

Par S. Guinault, à 11 heures, à son magasin d'encan, meubles, machines à coudre, une charrette, une jument avec un cheval à monture, une balance, &c.

Par H. Scott, No 61 de la rue de Chartres—mar, chandises sèches, habillements, linges, articles de fantaisie, etc.

Par D. E. Morphy, au No 30 de la rue Vieille-Levée—50 fonds d'une propriété à vendre.

Par J. Déjan Jr, au No 125 de la rue Governor, coin Carondelet—le contenu de plusieurs résidences.

Par Hoffman, Menke & Co, au No 26 de la rue de Chartres—habillements de salons, lingerie de manchons, chemises; mouchoirs français.

Annonces non comprises et changements dans la Nouvelle-Orléans.

Tapis.—MM. Vincent & Co. vendront aujourd'hui, à leur salle d'encan, No 16, rue de Chartres, à 10 heures, une pièce de tapis de Bruxelles, tapis de Crossley et tapis anglais. Également, des tapis et devant de cheminées en velours, et des nattes.

6 heures de l'après-midi.—Aujourd'hui, à 10 heures et demie, MM. Louis Stern & Bros. vendront, rue des Magasins, No 56, entre Nos 57 et 58, 600 caisses de bottes, souliers et brodequins, comprenant un assortement convenable pour le commerce de la ville et de la campagne. Le vente sera sans limite ou réserve, et les marchands feront bien d'y assister.

Meubles à l'encan.—M. J. Déjan, Jr, encanteur, vendra aujourd'hui, 11 du courant, à 10 heures du matin, dans la maison de l'avenue Prieure, rue Governor No 125, au coin de la rue Carondelet, un très grand assortiment de meubles, provenant de plusieurs résidences et transportées en magasin pour la facilité de la vente.

Grande vente d'habits, chapeaux, fusils, etc.—MM. Hoffman, Menke & Co vendront en masse, à 10 heures, rue de Chartres à No 26, 250 lots d'habits pour la saison, 600 douzaines de chapeaux de bon genre, 100 fois de linge fait, 200 douzaines de chemises assorties et 200 beaux fusils français de munition. Cette vente fort importante mérite toute l'attention du commerce et nous engageons nos marchands de dehors et de la ville et de la campagne, avec d'autant plus de raison qu'il y aura sans réserve aucune pour aider une consignation. Voyez l'annonce.

Le Message Présidentiel.

Comme il était facile de s'y attendre, le Président n'est permis de donner une nouvelle leçon au Pouvoir législatif au sujet de l'échec de la politique congressionnelle de reconstruction. De son côté, le Congrès pensant que toutes les vérités ne sont pas bonnes à entendre, a refusé d'écouter la lecture du message. Au Sénat, on a supposé cette lecture au bout de quelques paragraphes, tandis que la Chambre a poussé l'oubli de ses convenances jusqu'à déployer dédaigneusement le message sur le bureau, au lieu de le renvoyer au comité général, comme le prescrivait un usage immémorial.

Si la prose de M. Johnson est trop longue et surchargée quelquefois de détails fastidieux et inutiles, il faut rendre au chef du Pouvoir Exécutif la justice de dire qu'il a jusqu'au bout le courage de son opinions et qu'il ne cède pas un pouce de terrain constitutionnel sur lequel il s'est placé. C'est un lutteur politique obstiné. L'irritation de la majorité radicale se conçoit d'autant mieux—bien que cette majorité ne soit pas encore de l'avoir manifesté comme elle l'a fait—qu'elle est dans son tort et qu'elle n'a rien à répondre à la mercuriale que lui adresse le Président au sujet de la reconstruction. Il est bien évident que M. Johnson ne comptait nullement sur l'adoption de sa suggestion, cependant quand il conseille au Congrès de rapporter les lois de reconstruction, il a avec une apparente ouverture qui cache, sous une forme très convenable, la plus amère ironie.

Impertinable dans son rôle de rapporteur et de conseiller, M. Johnson demande encore le rappel de la loi sur la tenure des emplois, et, ici, ce n'est plus dans son intérêt qu'il parle, car il a trop peu de temps à rester au pouvoir, c'est dans l'intérêt du bien public, et en vue de faire rendre à son successeur des attributions qui sont essentielles à la bonne administration des affaires publiques. Or, ce successeur est précisément le général Grant, celui qui trahit sans la défiance de M. Johnson, a rendu impossible de la part de celui-ci toute résistance légale à cette loi que tout légiste impartial déclare inconstitutionnelle. Le Président se montre en cela étranger aux mesquines passions et aux rancunes qui ont si souvent caractérisé la conduite de ses adversaires à son égard. C'est encore une leçon d'impartialité et de désintéressement qu'il leur donne.

La seconde partie du message est consacrée aux finances, et elle contient des statistiques intéressantes, bien qu'un peu hors de leur place dans un document de cette nature. Le Président témoigne plus de sympathie pour le peuple qui paie les impôts que pour les créanciers de la république qui reçoivent 17 pour cent d'intérêt réel sur le capital effectif qu'ils ont prêté au gouvernement. Aussi n'hésite-t-il pas à proposer un moyen qui éteindrait la dette en 20 ans et 8 mois; ce serait d'appliquer les 6 0/0 d'intérêt annuel que l'on paie aux porteurs de titres de la dette publique à l'extinction de ce capital. La république ne répudierait ainsi que l'intérêt et paierait intégralement le principal.

Nous doutons fort que cette proposition soit du goût du Congrès qui représente les intérêts des créanciers de l'Union beaucoup plus que ceux de la masse du peuple; mais la question de la réduction de l'intérêt aura plus de chances d'obtenir les honneurs d'une discussion sérieuse. Elle se lie à la question de la conversion, et c'est la solution de ces deux questions qui doit conduire à la reprise des paiements en espèces. Nous n'espérons pas que ces recommandations pratiques finissent par entrer dans l'esprit du Congrès actuel, mais l'administration du général Grant et le 41me Congrès ne pourront guère tarder plus longtemps à accomplir une réforme que la situation du pays et la pression de l'opinion publique rendront tout-à-fait impérieuses. M. Johnson, tout en se donnant la satisfaction de plaider la cause de la reprise des paiements en espèces, reste d'ailleurs dans les généralités et n'indique aucun moyen pratique.

Après quelques paragraphes consacrés à l'analyse minutieuse des rapports des divers chefs de département, nous arrivons à la partie du message qui traite des affaires étrangères. Nous ne saurions pas le Président dans son voyage de circumnavigation autour du monde. Comme le fameux bédouin de la chanson il va même jusqu'à faire le tour de l'île de Bornéo. Son énumération géographique est un peu prime-sautière et y remarque des enjambées extraordinaires; mais arrivons à la politique agressionnaire qui donne la pauvre substance réelle de cette fin de message.

Saisons en passant, comme la bien venue, la nouvelle de négociations sans issue en vue de la construction d'un canal maritime par l'isthme de Darien sous les auspices des Etats-Unis. Voilà une initiative qui fera bondir à la présidence de M. Seward, et qui fera parfaitement beaucoup de plaisir à M. Seward.

Nous ne voyons nullement en quoi l'état d'anarchie effroyable qui existe dans les deux républiques d'Hayti et de St-Domingo, pour ne pas parler des républiques hispano-américaines, peut donner "la profonde conviction de la supériorité des institutions républicaines." Aussi croyons nous que l'argumentation de M. Johnson en faveur de l'absorption par les Etats-Unis de tous les territoires du continent de l'Amérique du Nord et des Antilles pêche par la base. C'est un prétexte pour justifier la soif de domination qui est l'apanage de la race anglo-saxonne. Il y avait selon nous, une raison plus sérieuse à donner, et c'est celle qui a légitimé les colonisations européennes dans toutes les parties du monde, c'est que l'intérêt de la civilisation exige que les magnifiques domaines que la Providence a donnés à l'homme pour les féconder par son travail et pour en jouir, ne restent pas incultes et improductifs, et que les races inférieures et abâtardies qui les occupent ne doivent pas se interdire éternellement l'accès aux races plus entreprenantes et plus intelligentes qui veulent en développer les ressources au profit de l'espèce humaine tout entière.

Quoiqu'il en soit des motifs ou des prétextes qu'on peut faire valoir à l'appui d'une politique d'extension, M. Johnson indique les jalons déjà posés par lui dans cette voie: l'acquisition de l'Alaska, le traité conclu avec le Danemark pour l'acquisition de St-Thomas, traité soumis à la sanction du Sénat, et il fait ressortir la nécessité d'étendre encore la domination de l'Union sur d'autres communautés adjacentes au moyen d'acquisitions et d'incorporations. L'île de St Domingue, en proie aux convulsions intérieures, celle de Cuba, luttant pour son indépendance, paraissent attirer spécialement l'attention du Président, qui y voit deux riches proies bonnes à convoiter et faciles à obtenir.

Dans l'Amérique du Sud, l'influence des Etats-Unis ne se fait encore sentir que par le prestige d'une médiation entre les républiques du Pacifique et l'Espagne, et par une démarche pour amener le Paraguay. Vis-à-vis du Mexique et des républiques de l'Centre-Amérique, il ne s'agit pour le moment que de traités; mais dans l'océan Pacifique, vis-à-vis des petits gouvernements insulaires, l'Union américaine va commencer à appliquer à son profit la politique du protectorat, dont les grandes puissances européennes avaient eu jusqu'ici le monopole. Bien que le mot ne soit pas prononcé dans le message, c'est la doctrine Monroe qui s'y trouve précisée.

Dans l'état des relations existantes entre le Président et le Congrès, cette assemblée ne sera nullement disposée à donner son concours aux vues d'agrandissement conçues par la portion exécutif; mais ces vues seduiront probablement l'esprit du général Grant qui, en les reprenant en sous-œuvre, aura plus d'autorité pour les faire accepter par le Sénat. Néanmoins, M. Johnson tient à prendre date et à se réserver dans l'histoire la gloire d'avoir inauguré une politique qui rompt avec toutes les traditions du passé et qui signale une ère nouvelle dans l'histoire des Etats-Unis d'Amérique.

En terminant, le Président recommande la recommandation qu'il a faite précédemment pour l'adoption d'un amendement à la Constitution qui donnerait au peuple le droit d'élire directement le Président et le Vice-Président. Enfin, sa péroraison est une nouvelle admonestation d'adresse du Congrès et elle n'aura sans doute pas été plus agréable à l'Assemblée que l'exorde du Message.

Le document que nous venons de passer en revue, bien qu'il ne soit pas irréprochable comme fond et comme forme, n'en est pas moins remarquable à plus d'un titre. Par ses vues sur la politique intérieure, il se rattache aux doctrines constitutionnelles du passé, doctrines qui sont, nous le craignons, bien mortes, et par ses aspirations en ce qui concerne la politique extérieure, il ouvre la porte à un avenir plein de péripéties nouvelles et qui, s'il n'est pas exempt de complications dangereuses, ne manque ni d'attrait ni de grandeur.

Les Amendements à la Constitution.

Nous lisions dernièrement dans un journal de New-York:

Il est probable que le prochain Congrès sera appelé à voter un nouvel amendement constitutionnel établissant que "tout citoyen des Etats-Unis, de naissance ou naturalisé, sans distinction de race ou de couleur, aura le droit de voter lorsqu'il s'agira d'élire le président ou les membres du Congrès des Etats-Unis."

La majorité républicaine n'hésitera pas, croyons-nous, à adopter cette importante mesure. Si, pour un motif quelconque, elle l'ajournait jusqu'à la première session de 41me Congrès, qui commencera le 4 mars, il pourrait se faire qu'elle n'obtînt pas la majorité des deux tiers. Au contraire, si l'amendement est voté dans le courant de janvier ou de février, il recevra fort vraisemblablement, avant la fin de mars, avec la sanction des trois quarts des législatures d'Etat qui est nécessaire pour assurer sa mise en vigueur.

L'argument est assez naïf, il faut en convenir, et indique de la part de notre confrère un bien faible respect pour la volonté populaire. Il faut se hâter, dit-il, d'adopter cet amendement parce que dans le prochain Congrès, récemment élu, la proposition ne pourrait réunir la majorité des deux tiers. Il nous semble, au contraire, que le Congrès actuel voyant qu'il ne représente plus les sentiments du peuple sur cette question doit s'abstenir d'y toucher.

Le journal d'Horace Greely, la *Tribune*, soutient le projet mais en insistant pour une amendement plus radical.

Voici comment il s'exprime:

Nous avons appris qu'un effort allait être tenté pour proposer un amendement à la Constitution, afin de définir et de fixer le droit de suffrage dans tous les Etats-Unis. Nous espérons que cela ne fera pas et qu'un succès complet sera le fruit de cette tentative; mais nous prévenons ceux qui vont prendre cette initiative qu'ils manqueront leur but s'ils ne laissent guider par un sentiment de parfaitité et si l'esprit de justice qui doit animer le législateur est remplacé par l'aveugle passion du partisan. Nous désirons notamment l'abolition, aussi vite que cela sera générale du noir; mais toute mesure tendant à ce but unique rencontrerait une résistance trop formidable pour être vaincue.

"Il est possible, il est même presque certain, que cette mesure aurait la sanction de la majorité des deux tiers des membres des deux Chambres du Congrès, mais elle ne serait pas ratifiée par les législatures des trois quarts des Etats de l'Union.

"Les Etats dont les noms suivent lui seront à coup sûr hostiles:

" New Jersey,	Ohio,
" Delaware,	Missouri,
" Maryland,	Californie,
" Georgie,	Oregon.

"Nous mentionnons le Missouri, parce que cet Etat vient de repousser le suffrage pour les hommes de couleur qui font partie de sa population, et cela par une forte majorité. L'Ohio et le Kansas en avaient fait autant l'année dernière.

"Les législatures qui auraient une action à exercer sur cette proposition sont encore à être formées dans la Caroline du Nord, la Floride et beaucoup (si ce n'est la majorité) des Etats du Sud, et il n'est pas probable que tous se prononcent pour le suffrage accordé à la population de couleur. Nous ne devons pas nous exagérer l'influence de nos amis dans ces prochaines élections, surtout dans un moment où leur énergie pourrait sommeiller après le mouvement de surexcitation causé par la lutte désespérée qu'ils viennent de soutenir.

"Nous allons donc voir si le Congrès se chargerait du soin de prendre cet amendement constitutionnel: Faites le clairement et franchement; DONNEZ LES DROITS DE SUFFRAGE A TOUS CEUX QUI NE SONT MAINTENANT PRIVÉS, SOIT A CAUSE DE LEUR COULEUR, SOIT POUR CAUSE DE RÉBELLION; vous pourrez alors avoir de grandes et justes espérances que le noir raillé et par la Virginie, le Mississipi, le Texas, et peut-être le Kentucky et le Maryland. Ces Etats en agiraient ainsi, non seulement pour relever de leur ban les ex-rebelles de l'Ouest-Virginie, du Tennessee, &c., mais encore afin de pouvoir envoyer au Congrès des hommes de leur choix. Il est possible même qu'ils don naissent à cette mesure un chaud appui.

Ce soir, à l'Olympique, les Sonneurs de Cloche Suisses. Prix d'entrée à l'Olympique, pour répondre à la dureté des temps, 50 cts.

La Taxe sur le Tabac.

LE TABAC DE PÉRIQUE.

Nous avons reçu de M. Lewis Wolfley, secrétaire du Revenu interne, communication d'une lettre qui contient des renseignements utiles pour les producteurs et les fabricants de tabac. En voici la traduction:

Département du Trésor,)
Bureau du Revenu interne,)
Washington, 27 novembre 1868.)

Monsieur,

J'ai reçu votre lettre du 20 courant avec son contenu. En réponse, je vous dirai que la loi du 30 juillet 1868 impose une taxe de trente deux cents par livre sur tout le tabac à chiquer, coupé fin, en tablette ou tressé, sur tout le tabac tressé à la main ou réduit à l'état de feuille, à une condition quelconque, pour la consommation ou préparé autrement sans l'usage d'aucune machine ou instrument, ou sans avoir été pressé en mottes, et sur toute autre espèce de tabac manufacturé qui n'est pas autrement mentionné.

Le tabac de Périque est clairement compris sous la classe "toute autre espèce de tabac manufacturé." Personne ne peut nier que ce ne soit un tabac *manufacturé*. Il n'est pas spécialement nommé ni nommé. Il ne peut être classé comme tabac à fumer quand il est en forme de carotte, forme sous laquelle les fabricants le vendent habituellement. Il doit donc être classé comme tabac Cavendish, en tablette ou tressé, ou comme en bois, et ainsi timbré et marqué.

Si, par la suite, il est fabriqué ou coupé en tabac à fumer par toute personne qui doit payer le droit, ainsi il doit être timbré, emballé et timbré comme tabac à fumer. Il est de même quand le tabac en tablette est coupé en tabac à fumer, ou quand toute autre espèce de tabac à fumer est retravaillée ou modifiée de caractère et de condition de façon à perdre son apparence et son identité primitives.

Les exigeants du cas actuel en ce qui concerne l'empaquetage et la timbrage éloignent toute idée de travail ou de fabrication nouvelle après que la taxe a été payée au moyen des timbres convenables.

E. A. ROLLINS, Commissaire.

$55.—Magnifiques machines à coudre de Grover & Baker, pour familles, avec les derniers perfectionnements, au prix de $55, au No 182, Canal.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — Nous venons d'assister à une fort belle représentation de *Robert-le-Diable*, et nous sommes heureux de n'avoir que des éloges à adresser à MM. Pisot et Van Hoffen, à madame Cambier et à mademoiselle Hasselman qui ont admirablement chanté et auxquels le public a témoigné sa satisfaction par de chaleureux applaudissements. Le rôle de *Robert* est un de ceux qui convient le mieux à M. Pisot, et il a déployé, hier, toutes les ressources de sa belle voix; aussi a-t-il été rappelé plusieurs fois.

M. Von Hoffen a été rappelé également après le duo du troisième acte, et à la fin de la représentation après le magnifique trio final madame Cambier a partagé avec ces deux artistes les honneurs d'un rappel accompagné de bravos enthousiastes. C'est assurément la meilleure représentation de *Robert le Diable* que nous ayons entendu depuis la réouverture de Théâtre de l'Opéra.

La seconde représentation de cet opéra aura lieu demain samedi et nous comptons qu'il y aura salle comble.

Dimanche on jouera *Les Beaux Marieurs de Bois Doré*, drame de George Sand et Paul Meurice, et *La Grammaire*, comédie en un acte.

Nos lecteurs ont pu voir dans notre journal la carte du Dr de Nux, de la faculté de Paris. Le Dr de Nux, 279, Royale, entre Ursulines et Hôpital, a été pendant deux ans interne du Dr Barthy, médecin du prince Impérial, et a acquis cette ce célèbre professeur une connaissance approfondie des maladies des enfants. Puis après avoir fait une étude spéciale des affections des femmes, il s'est rallié à la nouvelle doctrine homœopathique qui compte déjà dans ses rangs tant de praticiens très distingués.

Nous annonçons avec plaisir à nos lecteurs que la maison J. A. JAQUET, 130 rue Royale, vient de recevoir de Paris par le steamer Bremen, arrivé avant-hier dans notre port, un assortiment complet d'articles pour étrennes. Ces articles, actuellement en douane, seront livrés sous peu de jours et annoncés en vente dans nos colonnes.

VENTE DE LA FERME DES MARCHÉS.—On verra par un avis du député-contrôleur que le contrôleur fera samedi à onze heures, l'adjudication aux plus offrants et dernier de la ferme des marchés de la Nouvelle-Orléans pour l'année 1869, suivant les ordonnances. Chaque marché sera adjugé séparément.

Grande attraction: Les Sonneurs de Cloche. Prix d'entrée à l'Olympique, pour répondre à la dureté des temps, 50 cts.

Europe.

Nous avons reçu hier nos journaux et correspondances d'Europe en date du 24 novembre. Nous y puisons les nouvelles suivantes:

Nous recevons, par une dépêche télégraphique de d'Angouième, le résultat du scrutin du balottage qui a eu lieu, hier, dans la première circonscription de la Charente pour l'élection d'un député, en remplacement de M. Guillibert des Séguins.

M. Larroche-Joubert, candidat dynastique, mais non patronné, a été élu député par 17,690 suffrages contre M. Mathieu Bodet, présenté par le gouvernement au premier tour de scrutin, et qui n'a obtenu que 13,328 voix.

Nous devons ajouter que cette fois le gouvernement était resté neutre.

M. Schneider, président du Corps législatif, et le ministre de l'intérieur ont travaillé hier, dans la matinée, avec l'empereur. On présume que la date de la session sera fixée au conseil des ministres d'après demain.

Les nouvelles qui nous arrivent de Vienne confirment nos dernières informations.

On a, dans la capitale de la monarchie austro-hongroise, la conviction que la guerre éclatera en mars, et l'on nous assure que tout s'y prépare activement en vue de cette éventualité. La population publique est très changée depuis quelques mois et des faits nombreux prouvent l'intention de l'Autriche de sortir de son rôle passif et d'agir avec l'énergie la plus grande dans le conflit.

Nous tenons de la meilleure source que le baron de Talleyrand-Périgord, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, a fait parvenir à son gouvernement un rapport circonstancié sur l'audience que l'empereur de l'empereur Alexandre. Le Czar aurait confirmé de nouvelles tendances pacifiques et son désir de maintenir les meilleures termes avec la cour de France.

Le projet de mariage de la grande-duchesse Marie, fille du tzar Alexandre II de Russie avec le roi de Bavière, est la conséquence de cette préférence si très changée depuis quelques mois et des faits nombreux prouvent l'intention de l'Autriche de sortir de son rôle passif et d'agir avec l'énergie la plus grande dans le conflit.

Nous tenons de la meilleure source que le baron de Talleyrand-Périgord, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, a fait parvenir à son gouvernement un rapport circonstancié sur l'audience que l'empereur de l'empereur Alexandre. Le Czar aurait confirmé de nouvelles tendances pacifiques et son désir de maintenir les meilleures termes avec la cour de France.

Le projet de mariage de la grande-duchesse Marie, fille du tzar Alexandre II de Russie avec le roi de Bavière, est la conséquence de cette préférence si très changée depuis quelques mois et des faits nombreux prouvent l'intention de l'Autriche de sortir de son rôle passif et d'agir avec l'énergie la plus grande dans le conflit.

M. Ceballos, secrétaire de don Carlos, vient d'adresser à la *Esperanzion* une lettre où nous remarquons le passage suivant, qui donne le programme du prétendant au trône:

"L'idéal du régime dont le prince se fait le représentant, dit cette lettre, est une Constitution électorale et espagnole, c'est-à-dire un régime qui relève l'égide du gouvernement avec le concours des Cortès, ce qui est la tradition monarchique de l'Espagne."

L'épiscopat espagnol se prépare, dit-on, à un grand acte religieux. Un concile général serait prochainement convoqué dans l'église de Tolède pour délibérer sur la nouvelle situation faite à l'Eglise et au clergé par la révolution et les principes de liberté religieuse qu'elle se dispose à proclamer. Les évêques, assure, réuniraient les cures de leur diocèse pour leur communiquer, dans une sorte de synode provincial, les décisions du concile.

On écrit de Lugano à la *Liberté*, que Mazzini est à la dernière extrémité. Le célèbre agitateur meurt de consomption; les forces sont tellement absentes qu'il ne peut plus prendre aucune nourriture.

Jusqu'à présent dix-huit journaux français sont poursuivis pour avoir publié la liste de souscription: six à Paris, douze dans les départements.

La police continue à surveiller avec beaucoup d'activité l'introduction des numéros prohibés de la *Lanterne* de M. H. Rochefort en France.

Il arrive quelquefois que sa vigilance n'est pas très heureuse. Il y a quelques jours, nous disait-on, un marchand de comestibles de Boisgiane envoyait en France une caisse de pâté. Ces pâtés semblaient suspects, et les agents crurent qu'ils devaient recéler des *Lanterne*. On les éventre et on n'y trouve que de la viande.

De là une certaine confusion des agents, et des plaintes assez légitimes du pourvoyeur de pâtés.

La *Gaulois* donne la nouvelle suivante:

"M. Hagelmann aurait saisi de la *Nation* jeune fonds sont faits par MM. Isaac Pereire, Oscar Rodrigues, agents de change, et enfin M. Lazare, propriétaire officiel du journal l'Espagne.

"Il a été acheté une imprimerie à Lagny; frais d'acquisition, 150,000 fr.

"M. Hagelmann a été faire mettre un nom à un place, pour raisons majeures, — M. Benoist, frère de Mme Ugalde, artiste et gendarme de chant lui-même."

L'empereur d'Autriche, le roi des Belges et le prédécesseur Johnson ont envoyé des témoignages de condoléance à la famille Rothschild, à l'occasion de la mort du baron James de Rothschild.

Le roi des Belges, Léopold, s'est fait représenter à l'enterrement de l'ex-ministre testamentaire de feu son père, par le roi des Français. M. Lambin, ambassadeur de Belgique à Paris, le prince des Asturies, à la cérémonie funèbre.

Les cheques de Rossini ont eu lieu avec un grand éclat.

N'oubliez pas d'aller voir les Sonneurs de Cloche à l'Olympique. Prix d'entrée à l'Olympique, pour répondre à la dureté des temps, 50 cts.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*.

Divers bills au Congrès.

Le bill sur la milice est référé.

Opinion du Times de Londres sur les négociations de R. Johnson.

Les Républicains de Cadix.

Armistice pour faire sortir de la ville les femmes et les enfants.

Nouvelles européennes.

Florence, 9. — Une dépêche reçue ici, annonce que le bateau du second officier du steamer Hibernia est arrivé devant l'île Donegal, avec l'officier et les deux autres. 25 personnes ont péri quand le bateau a chaviré.

Londres, 10—Le sultan a envoyé un ultimatum à la Grèce, demandant une réponse dans les cinq jours.

La France et l'Angleterre appuient la demande.

Londres, 10—Les membres du nouveau ministère ont eu une entrevue avec la reine, hier, et ont accepté formellement leurs nominations.

Londres, 10, au soir—Le nouveau Parlement a été ouvert par la commission royale. Le discours du trône a été court.

La Reine, parlant de Reverdy Johnson, dit qu'il est difficile de croire que le Cabinet de Washington ait connivé à l'hostilité contre le Congrès renverse le règlement obtenu après de longues et laborieuses négociations.

Madrid, 10 — Un arrêtiste de deux jours avec les rebelles de Cadix, pour l'enterrement des morts et l'éloignement des femmes et des enfants, a été accordé, à l'expiration de quel les troupes attaqueront les rebelles, qui ont libéré et armé 700 condamnés. Les rebelles ne font de combattre sont au nombre de trois mille.

Le gouverneur civil de Cadix est allé à San Fernando. Les insurgés enrôlent tous les hommes valides. Les condamnés et les anciens gardes recrues se sont jointes aux insurgés qui ont beaucoup d'argent. Le gouverneur de Saragosse mande par le télégraphe que les républicains en cette ville ont essayé de faire évader et d'armer les condamnés, mais le complot a échoué.

Vienne, 10—L'Adresse de l'empereur à l'armée dit: "Le pays veut la paix. Nous devons le maintenir. L'Autriche et la Hongrie sont également intéressées dans la grandeur et la sécurité de l'empire."

Liverpool, 10—Le navire John Duncan, de New Brunswick pour Liverpool, a sombré dans l'Atlantique. Le capitaine, sa femme et neuf hommes de l'équipage ont péri.

La Havane, 9—Des combats comparativement sérieux ont lieu d'après ce qui est rapporté par les troupes se retirent à l'intérieur. Balmaseda rapporte que 4 officiers ont été tués et 200 soldats blessés.

Le *Diario* rapporte qu'une autre bataille a été livrée à Guantanamo, près de Santiago de Cuba; les rebelles ont été battus, perdant 60 tués et 200 blessés. Le commerce dans l'île est langui et les marchés stationnaires.

New York, 10 — L'Hibernia avait 17 passagers de chambre et 65 d'entrepont, faisait avec les hommes de l'équipage 150 personnes, dont 52 ont été sauvées. Le sort des autres est inconnu. L'Hibernia a sombré à 700 milles à l'ouest de la côte d'Irlande.

New York, 10—*Grant* et Farragut ont été reçus, hier au soir, par la ligue de l'Union. Dans le cours d'une brève allocution, Grant a dit:

Je dois exprimer ma reconnaissance à la Ligue de l'Union de cette ville aussi bien qu'aux ligues de l'Union des autres villes pour les grandes bénédices qu'elles ont conférés au gouvernement pendant la guerre. Je désire reconnaître leur libéralité envers moi-même et envers les soldats servant contre la rébellion et les remercier pour cela.

La Havane, 10 — La nouvelle de l'arrivée de la Reposa, avec deux cargaisons, était prématurée.

New York, 10, midi—Actions faibles et incertaines. Argent actif à 7. Sterling 109 1/2. Or 136. Coton calme et ferme. Mid. 26c.

Washington, 10—*Chambre*. — La réorganisation des comités est commencée. Boutwell remplace Stevens dans le comité de reconstruction.

Le Sénat est engagé dans une discussion sur le bill du Bureau Indien. Les amis du bill demandent qu'il soit référé au comité militaire, et une adversaire, au comité indien. Parmi ces derniers sont les démocrates et Thayer, Trumbull et Morrett, de Maine.

Havre, 10, après-midi—Coton ferme. Coton atteint 131.

Havre, 10, après-midi—Coton à 127 1/2.

Liverpool, 10, après-midi—Coton ferme.

Les Sonneurs de Cloche, ce soir, à l'Olympique. Prix d'entrée à l'Olympique, pour répondre à la dureté des temps, 50 cts.

FAITS DIVERS.

Il y a quelques jours qu'une scène regrettable a eu lieu au café Bignon, de la rue de la Chaussée d'Antin, entre M. le docteur Scholl, ex-rédacteur en chef du *Nain Jaune*, et de Heckeren, fils de sénateur.

Ce dernier, ayant trouvé insulté par M. Scholl, s'était rendu au café Bignon, où il pensait le rencontrer. En effet, il était à peine assis, que M. Scholl entrait et se préparait à retirer son paletot.

M. de Heckeren se leva et le bouscula fortement. M. Scholl, qui ne le connaissait pas, lui dit: "Monsieur, vous vous trompez."

"— Je ne me trompe jamais. Donnez moi votre carte.

"— La voici, et le vôtre!"

C'est ainsi que s'engagea une lutte qui dura, quelques minutes, et pendant laquelle des coups de canne et de poing furent échangés.

Enfin, des amis communs parvinrent à séparer les combattants, et M. de Heckeren donna sa carte à la dame du comptoir, pour la remettre à M. Scholl, puis il sortit chercher des témoins et attendre ses adversaires.

M. de Espeleta et M. le colonel comte d'Aubigny se mirent immédiatement à sa disposition. Le premier choisit Me Lachaud et le second M. le comte de Bisson.

Sur l'avis de ces témoins, M. Scholl a assigné M. de Heckeren en référé pour demander qu'il lui donnât satisfaction de son procès.

Offenbach termine en ce moment au partition de *Peer Fort*, pour l'Opéra-Comique.

Il a fait entendre à quelques amis quelques airs de cette opérette. Capoul est enchanté de la part qui lui est faite.

—Nous avons donné, il y a quelque temps, l'âge de quelques membres du Corps législatif. Voici celui de quelques autres. Il est curieux de voir combien ces chiffres se ressemblent. Garde des sceaux, 66 ans; président du Corps législatif, 66 ans; vice-président, 66 ans; secrétaire, 66 ans; questeurs, 66 ans; secrétaires, 66 ans. Il est vrai que la constitution a voulu que ces fonctions fussent données aux membres les plus anciens de l'assemblée, et ceux qui ont l'honneur de les remplir sont arrivés de nombreuses fois à la députation.

Nous continuerons donc à administrer vos affaires avec toute notre aptitude, avec énergie et dans la ville nous ferons tous nos efforts pour mériter votre confiance.

Les candidats doivent être au dessus de trente ans révolus et payer un cens de cinq cents francs.

Les demandes de cens qui n'appartiennent pas à une des trois catégories ci-dessus devront être accompagnées d'une pièce justificative